



Fédération
Syndicale
Unitaire

Déclaration préalable des représentants FSU au CDEN du 10 avril 2014



Section du Rhône

Monsieur le Préfet,
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Le SNUipp-FSU a toujours été favorable à une réforme des rythmes qui mette fin à la semaine Darcos avec pour principe d'alléger la journée scolaire. Il a toujours considéré qu'elle devait concilier réussite des élèves et amélioration des conditions d'exercice du métier. Pour le SNUipp-FSU, cette réforme actuelle n'est pas satisfaisante. Elle a été mal pensée, mal préparée, peu financée et s'organise trop souvent sans l'avis des enseignants. En conséquence, à l'épreuve du terrain, sa mise en œuvre débouche trop souvent sur des difficultés réelles occultant l'intérêt des élèves et des enseignants.

De plus, le SNUipp-FSU a toujours considéré qu'il aurait fallu articuler la réforme des rythmes avec des mesures pour les élèves et le métier d'enseignant : refonte des programmes scolaires, rénovation de la formation continue, scolarisation précoce des moins de trois ans, augmentation du nombre de RASED, déconnexion temps élèves/temps enseignants et plus de maîtres que de classe et fin de l'APC.

Au SNUipp-FSU nous avons pris l'initiative de produire un contre-rapport, à la fois national et départemental pour porter la parole du terrain. Nous y avons pointé le manque, voire l'absence de concertation.

Ainsi, sur les écoles qui ont répondu à l'enquête du SNUipp-FSU, si 72 % des Conseils d'école ont été consultés au départ, moins de la moitié ont été écoutés à l'arrivée. Nous notons également que les spécificités de la maternelle ne sont pas prises en compte. Trop souvent, ce sont des contraintes matérielles qui guident la mise en place de la réforme : transports, manque de personnels municipaux, gestion des locaux.

Pour faire face à toutes ces difficultés, le SNUipp-FSU demande : la non généralisation de cette réforme à la rentrée, la suspension de sa mise en œuvre quand il y a désaccord avec la proposition de la mairie, la réécriture du décret et la pérennisation du financement des TAP par l'État.

Le nouveau ministre de l'Éducation Nationale ne semble pas disposé à entendre nos revendications. Dans le Rhône pourtant, la rentrée approche et bon nombre de collègues n'ont pas ou trop peu d'informations sur l'aménagement concret de la réforme dans leur école.

Il devient urgent qu'un véritable dialogue s'installe. Des réponses à nos exigences doivent être apportées tant pour améliorer la réussite des élèves que pour améliorer les conditions de travail des enseignants.